



# ALGEREASS

2 ème semestre 2022



# Editorial

Dans ce second numéro du bulletin ALGEREASS pour l'exercice 2022, deux thématiques, au cœur des préoccupations des acteurs du marché de l'assurance et de la réassurance seront traitées, la première relative aux violences politiques et la seconde au concept de l'ESG.

En effet, le monde vit de profondes mutations et l'actualité se caractérise par une ascension de manifestations et de violences politiques, parfois extrêmes : guerres, attentats, violences de masse, mouvements de résistance sociale, etc.

Le sujet résume l'état actuel du risque violences politiques, qui ne cesse de prendre de l'ampleur, les définitions des termes y afférents, les types de périls qui y sont associés, et enfin l'utilité d'une couverture d'assurance contre cette menace grandissante.

Le second thème sera dédié à l'ESG, l'acronyme d'environnement, social et de gouvernance, trois grands domaines de considération qui gagnent du terrain dans le monde de l'assurance.

Ce concept regroupe la performance et l'exposition aux risques d'une entreprise en fonction de son impact environnemental, sa responsabilité sociale et la manière dont elle est gouvernée.

Deux thèmes distincts, qui intéressent de très près le marché de l'assurance, seront abordés dans ce numéro.

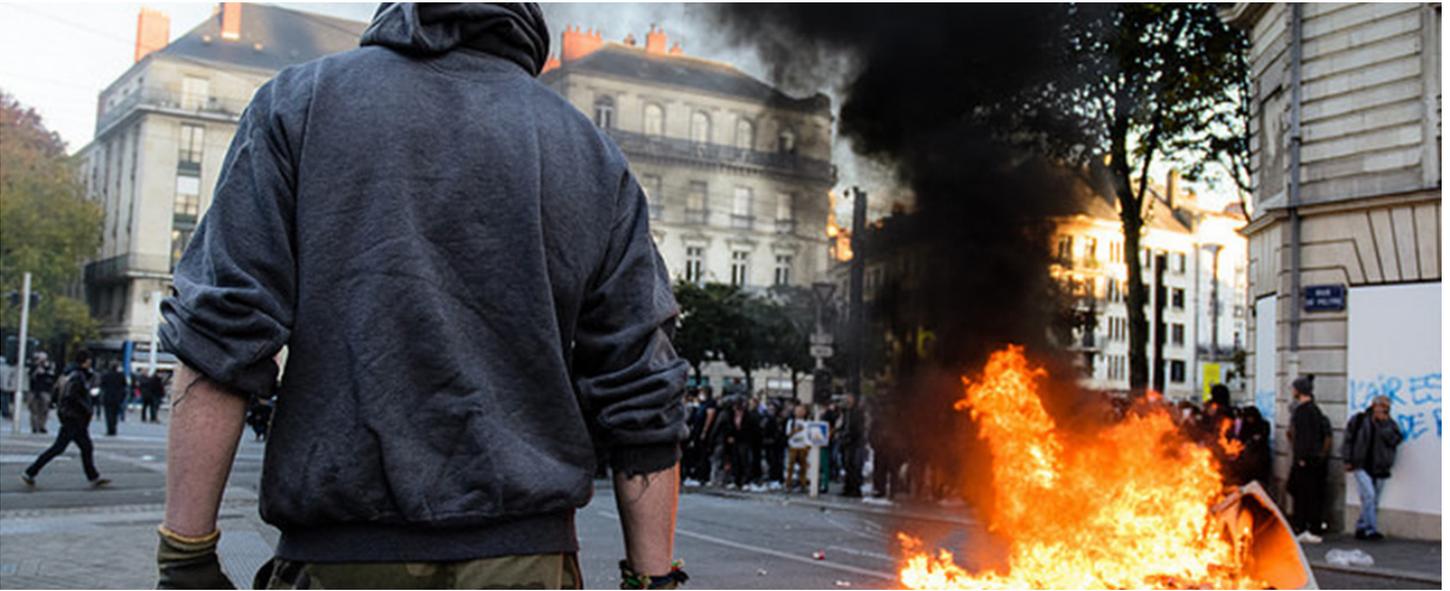
Bonne lecture !

Vous pouvez retrouver l'ensemble des publications de la CCR sur le site : [www.ccr.dz](http://www.ccr.dz)





# VIOLENCE POLITIQUE



Les actes de violence politique et de terrorisme sont devenus une actualité récurrente ces dernières années. Dans un environnement professionnel, la montée des tensions internationales, la multiplication des actes de terrorisme et la diversité des cibles lors des attaques sont malheureusement des signaux que le risque dit, Violence Politique, prend de plus en plus d'ampleur.

La montée de l'instabilité et de l'agitation sociale dans le monde accroît les risques de perturbations et de pertes pour les entreprises.

Certains pays, offrent une couverture étatique obligatoire pour pallier aux exclusions des couvertures dommages aux biens, toutefois la grande

majorité des pays ne proposent pas ces couvertures obligatoires, et de nombreuses entreprises cherchent des moyens de protéger à la fois, leurs employés et leurs intérêts contre de telles menaces à travers le monde.

La survenance d'un événement lié à l'un de ces risques peut être provoquée par une décision politique, un bouleversement sociétal, un mouvement sécuritaire. Elle peut donner naissance à une grande variété d'épisodes : expropriation par les autorités locales, nationalisation sans indemnisation ou avec indemnisation précaire, grève, émeute, trouble populaire, rébellion, insurrection, révolution, coup d'Etat, terrorisme, acte de sabotage, malveillance, guerre civile.

# État actuel des Violences politiques dans le monde

Au cours de cette dernière décennie, plus de 100 pays ont connu une augmentation spectaculaire des troubles civils provoqués par les inégalités sociales/économiques, le stress des restrictions pandémiques induites par la covid 19 et la récente forte hausse de l'inflation enregistrée, d'où le besoin grandissant de se prémunir contre les effets néfastes que peut engendrer ce risque.

A titre d'exemple, les événements ci-dessous ont engendré d'importantes pertes :

- **2014** Mouvement des parapluies de Hong Kong
- **2018** Manifestations France Gilets Jaunes
- **2019-2020** - Émeutes en chilie
- **2019-2020** – Émeutes au Liban
- **2020** US Black Lives Matter (2 milliards de dollars de pertes assurables)
- **2021** Émeutes suite à la proposition d'augmentation des impôts en Colombie
- **2021** - Émeutes en Afrique du Sud

Aussi, le terrorisme demeure une préoccupation majeure car d'une part, les incidents d'extrémisme domestique augmentent, et d'autre part les groupes terroristes ont réussi à se propager dans de nouveaux territoires, notamment en Afrique.

En plus des troubles civils et du terrorisme, le marché de la violence politique est fortement exposé aux risques de guerre et, plus récemment, à l'impact de la guerre actuelle entre la Russie et l'Ukraine.



# Définition des termes relatifs à la violence politique

- **Coup d'état** Signifie un changement brutal de gouvernement par des moyens non démocratiques, perpétré en recourant à la violence ou à la menace d'une utilisation de la violence.
- **Dompage causé par acte de malveillance** Signifie la perte, l'endommagement ou la destruction de biens causé par quelqu'un ayant l'intention de nuire durant les troubles de l'ordre public, dans un but politique, religieux, idéologique ou similaire.
- **Emeute** Signifie des troubles violents perpétrés par un rassemblement de trois personnes ou davantage, qui menacent l'ordre public.
- **Guerre** Signifie une situation d'hostilités, déclarées ou non, entre deux nations ou Etats, mis à part les situations faisant l'objet de l'exclusion.
- **Guerre civile** Signifie un conflit armé ayant lieu entre des forces opposées composées de citoyens d'un même pays ou d'une même nation.
- **Grève** Signifie un arrêt de travail par trois salariés ou davantage afin d'obtenir la satisfaction d'exigences formulées auprès d'un employeur, ou de protester contre un acte ou une situation.
- **Insurrection** Signifie un soulèvement violent de citoyens résistant à leur gouvernement
- **Troubles de l'ordre civil** Signifie une perturbation importante de l'ordre public perpétrée par trois personnes ou davantage assemblées et agissant dans une intention commune.

# Définition des termes relatifs à la violence politique

## ● Mutinerie

Signifie une résistance active de membres de forces armées légalement constituées, nationales ou de maintien de la paix, à un supérieur hiérarchique.

## ● Rébellion

Signifie une résistance délibérée, organisée et ouverte, perpétrée par la force et les armes, à l'encontre des lois ou des actes d'un gouvernement par les citoyens du pays concerné

## ● Sabotage

Signifie un acte ou une série d'actes subversif(s) perpétré(s) pour des motifs politiques, religieux, idéologiques ou similaires, y compris l'intention d'influencer un gouvernement et/ou de terrifier le public à de telles fins .

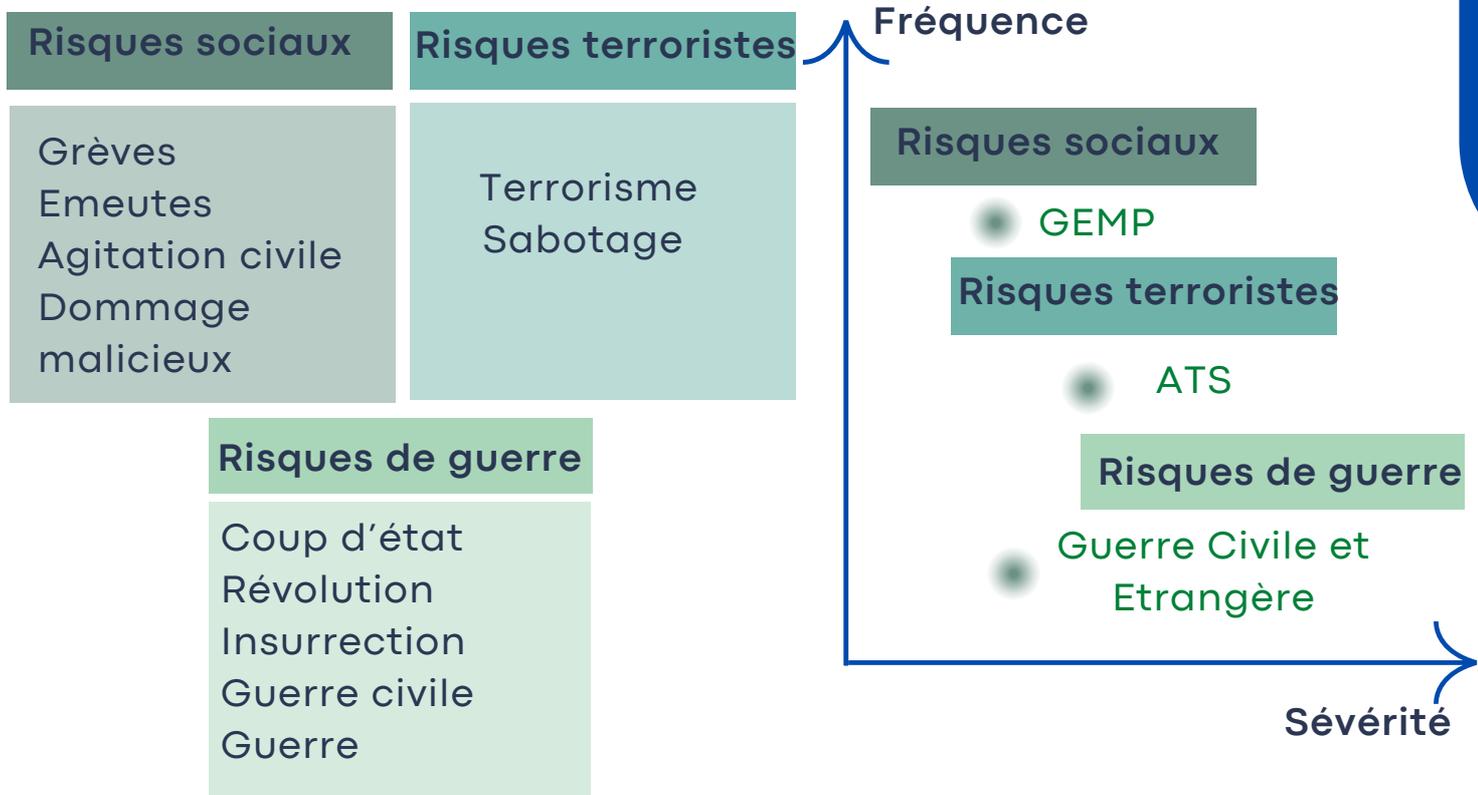
## ● Survenance de sinistre

Signifie chaque sinistre ou série de sinistres directement occasionné(s) par un seul évènement. Toutefois, la durée et la portée d'un seul évènement en ce qui concerne les risques de terrorisme, de sabotage, de dommage causé par acte de malveillance, d'émeute, de grève et de trouble de l'ordre civil seront limitées aux pertes et dommages matériels qui se produisent au cours d'une période de 72 heures consécutives.

Aucune période de 72 heures de la sorte ne pourra s'étendre au-delà de l'expiration de l'assurance à moins que vous ne subissiez une perte ou un dommage matériel avant l'expiration de l'assurance au cours de ladite période de 72 heures consécutives. De même, aucune période de 72 heures de la sorte ne commencera avant le début de l'assurance

# Types de risques

Après avoir défini l'ensemble des risques politiques, on peut les regrouper en trois types de risques en fonction de leur fréquence et de leur gravité :



**Les risques sociaux** : tels que grève, émeutes et mouvements populaires, ils sont moins sévères et plus fréquents.

**Les risques terroristes** : est un péril à une grande sévérité qui peut causer des dommages considérables.

**Les risques de guerre et guerre civile** : sont des périls à faible fréquence, mais d'une gravité plus élevée.

## Différence entre violence politique et risques politiques

### Violence Politique

Terrorisme Sabotage  
Grève, Emeute,  
Agitation civile,  
Dommage Malicieux ,  
Coup d'état ,Insurrection,  
Révolution, Guerre civile,  
Guerre

### Risques Politiques

Expropriation de biens,  
Abandon forcé,  
Inconvertibilité de la  
monnaie,  
Non-paiement souverain,  
Saisie et occupation



# Pourquoi prendre une couverture pour violence politique ? <sup>1</sup>

1

## Gérer le risque

il s'agit d'un moyen efficace pour gérer les risques consécutifs à des actes de terrorisme ou à la dégradation d'une situation géopolitique au niveau local

2

## Sécuriser le chiffre d'affaires d'une société

la couverture pour interruption d'activité protège contre le manque à gagner ou la perte de recettes, ainsi que l'augmentation des coûts engendrés par la poursuite des activités, suite à des dommages matériels couverts.

3

## Protéger les biens exposés

les édifices renommés font l'objet de menaces spécifiques.

4

## Préserver les actifs à haut risque

les hôtels de luxe, les grands magasins et lieux de divertissement, des installations industrielles clés et des infrastructures nationales dans le monde entier.

5

## Opérer dans des zones instables

permettre aux assurés qui possèdent des actifs dans des zones d'instabilité politique ou de conflit de se prémunir contre les pertes éventuelles.

6

## Se protéger des dommages collatéraux

si vos locaux sont situés au centre d'une zone urbaine ou dans un quartier d'affaires, le risque de dommages résultant d'un incident alentour est significatif, même si votre entreprise n'est pas la cible principale.

Amira Aouachria

Chef de service Communication

# ESG





Dans le monde entier, l'investissement durable ou socialement responsable gagne en pertinence et en influence depuis des décennies, poussé en partie par des investisseurs socialement responsables en faveur de pratiques commerciales durables, cela a conduit à une augmentation de l'adoption de normes dite : « ESG ».

ESG est l'acronyme d'environnemental, social et de gouvernance. Trois grands domaines de considération qui gagnent du terrain dans le monde de l'assurance. Ce concept regroupe la performance et l'exposition aux risques d'une entreprise en fonction de son impact environnemental, sa responsabilité sociale et la manière dont elle est gouvernée. Les facteurs sociaux, environnementaux et de gouvernance sont intégrés, hors de par le passé ils ne faisaient

pas partie de l'analyse financière conventionnelle d'une entreprise, mais qui procèdent des plus-values substantielles sur les résultats financiers :

**Environnement (E)** : fait référence à l'impact environnemental d'une entreprise, tel que l'épuisement des ressources, le changement climatique, les déchets, la pollution, et l'utilisation de l'eau.

**Sociale (S)** : inclut des facteurs liés au traitement de l'entreprise concernant les personnes, les fournisseurs, les employés, les problèmes de santé et de sécurité, les communautés locales et d'autres facteurs sociaux.

**Gouvernance (G)** : couvre les politiques d'entreprise et la gouvernance interne d'une entreprise, telles que la diversité du conseil d'administration, la direction de l'entreprise, la rémunération des dirigeants, les contrôles internes, les droits des actionnaires et l'engagement politique.

Les entreprises qui intègrent les normes ESG reflètent un consensus croissant selon lequel ces facteurs sont importants pour la rentabilité et la performance globales d'une entreprise.

Des normes ESG détaillées sont désormais intégrées, parallèlement aux analyses financières conventionnelles de la performance et des opérations d'une entreprise, par les investisseurs dans leurs analyses pour révéler à la fois les risques et les opportunités qui pourraient être manqués en ne regardant que les états financiers.

## Origine de l'ESG :

Au Vietnam dans les années 1960, des manifestations ont commencé à exiger que les fonds de dotation universitaires n'investissent plus dans des entreprises militaires, mais dans des projets ayant un retour plus bénéfique pour la société.

En 1971, il y a eu création des premiers « fonds éthiques », le Pax World Fund et le First Spectrum Fund. Ces premiers fonds ont à leur tour conduit à une focalisation croissante sur la responsabilité sociale des entreprises d'une manière plus générale.

En 1994, le cadre comptable se développe pour prendre en charge la notion du triple résultat impliquant les composantes environnementales, sociales et financières, ou planète, personnes et bénéfices.





## Pourquoi l'ESG est-il important ?

Pour les entreprises, l'ESG devient de plus en plus important car désormais, pour attirer des investissements, elles sont tenues de démontrer leurs engagements en matière de responsabilité sociale, dans chacune des catégories ESG. Le principal moyen pour une entreprise de montrer cet engagement est d'intégrer les principes ESG dans ses opérations et de rendre compte régulièrement, mais aussi, de manière transparente de ses actions aux investisseurs. Pour renforcer cette tendance, les données ESG sont désormais largement utilisées dans les rapports annuels des entreprises et sont requises par de nombreux investisseurs institutionnels et bourses.

La raison d'être de cette intégration des normes ESG est de permettre aux investisseurs d'aligner leurs valeurs sur leurs investissements, permettant une évaluation plus efficace des investissements potentiels et récompensant les investissements responsables qui peuvent bénéficier à l'environnement et à la société dans son ensemble.

L'ESG est rapidement devenu la façon dont les entreprises « font du bien » tout en faisant des affaires.

## L'importance de l'ESG dans le secteur de l'assurance :

Dans le secteur des assurances et de la réassurance, l'ESG est liée à la prise de décision financière basée sur des mesures et des performances.

environnementales, sociales et de gouvernance pertinente. Les efforts ESG se concentrent sur la performance et la création de valeur à court, moyen et long terme tout en tenant compte des risques matériels, environnementaux, sociaux et de gouvernance.



L'ESG est intégrée dans la stratégie d'une entreprise d'assurance ou de réassurance pour répondre aux demandes des parties prenantes, principalement des investisseurs et des régulateurs. L'ESG dans la pratique implique la définition d'objectifs rigoureux, la mise en œuvre, la mesure et le reporting des activités environnementales, sociales et de gouvernance des compagnies d'assurances et de réassurance.

Alors que l'ESG fait l'objet d'une attention particulière de nos jours, de nombreuses pratiques relevant de cette performance sont gérées par de nombreuses compagnies d'assurance et de réassurance depuis des années, telles que l'équilibre et la santé des employés, la réduction des ressources et les pratiques de gouvernance.

La plupart des (ré)assureurs prennent déjà en compte les facteurs ESG, compte tenu du large éventail d'éléments qui relèvent de la (ré)assurance,

par exemple la gestion du risque climatique, l'inflation sociale, la cybersécurité, la diversité et l'inclusion, la gouvernance, la gestion des changements démographiques, et la transparence financière.

De plus, le suivi des facteurs ESG peut aider les entreprises d'assurance et de réassurance à identifier les opportunités sur lesquelles elles pourraient capitaliser : développer de nouveaux produits d'assurance qui répondent aux besoins changeants des clients.

Aussi, l'assurance est dans une position unique face à la crise climatique, elle est énormément exposée aux événements météorologiques extrêmes qui deviennent de plus en plus courants, tout en ayant la responsabilité d'aider ses clients en leur offrant les couvertures appropriées et adaptées en assurance contre ces risques, tout en leur garantissant un accompagnement.

De même, le secteur de l'assurance a la capacité d'apporter une contribution significative à la lutte contre le changement climatique et les défis environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) plus larges via l'investissement durable.

Par ailleurs, les (ré)assureurs se doivent de prendre en compte et de surveiller les facteurs ESG, car ils sont pertinents et se trouvent être intégrés dans le module de gestion des risques d'entreprise des agences de notation.

Bien que les normes ESG acceptées soient encore en cours de développement, comprendre comment mettre en œuvre et divulguer pleinement leurs pratiques ESG peut être difficile pour les (ré)assureurs.

Les facteurs ESG varient selon le secteur, même en (ré)assurance, lors de l'évaluation de la solidité financière, les facteurs ESG pertinents varieront en fonction du profil de l'entreprise, du niveau de transfert de risque de l'environnement opérationnel.

Face à cela des agences de notations ont mis à jour leurs méthodologies de notation pour inclure explicitement une section sur les facteurs ESG et leurs impacts sur les éléments constitutifs utilisés pour déterminer les notations.

L'inclusion des facteurs ESG dans la méthodologie permet d'être plus transparents quant à l'impact de ces risques sur l'évaluation de la solidité financière d'un (ré)assureur.

Une gouvernance d'entreprise solide est essentielle pour établir la culture du risque d'une entreprise ainsi que pour mettre en œuvre les structures, les processus et les politiques auxquels un (ré)assureur devra se conformer.

La pression des régulateurs et d'autres parties prenantes pour améliorer la transparence des informations ESG est susceptible d'augmenter, de sorte que la compréhension et la mesure des risques ESG deviendront probablement plus pertinentes pour tous les (ré)assureurs.



Hind HACHEMAOUI  
Chef de division risques émergents

# Les indicateurs de l'analyse Extra-Financier :

Est présenté ci-dessous la liste des indicateurs extra-financiers indispensables Trans-sectoriels pour évaluer les entreprises de toute taille .<sup>2</sup>

Pilier	Thème	Indicateurs ESG Indispensables
<b>Environnement</b>	Climat / Empreinte carbone	Empreinte carbone scope 1, 2, 3 amont et aval
	Climat / Part verte	Part verte du CA dans la taxonomie
	Ressources / Déchets	Volume des déchets produits (en tonne)
		Volume recyclé, taux de valorisation des déchets
	Ressources / Eau	Volume d'eau consommée
		Volume d'eau utilisée ou recyclée
Ressources / Énergie	Consommation d'énergie totale	
	Consommation d'énergie décarbonée et consommation d'énergie renouvelable	
Ressources / Biodiversité	À définir ultérieurement	
<b>Sociétal</b>	Climat interne	Taux de départ hors saisonnier par effectif moyen
		Taux d'absentéisme
	Développement des compétences	Budget de formation total par entité juridique
		Taux de salariés ayant pris / reçu une formation par entité juridique
		Nombre d'heures de formation par salarié par entité juridique
	Gestion des effectifs	Nombre de femmes membres du comité de direction
		Nombre de femmes cadres ou assimilé
		Effectif total et nombre de femmes
		Rémunération moyenne des femmes par rapport aux hommes
	Santé / Sécurité	Taux d'emploi des personnes en situation de handicap
		Taux de fréquence des accidents Taux de gravité
		Nombre d'accidents mortels
	Clients	Nombre de controverses (Actions judiciaires menées par un groupe de clients)
Entreprises et territoire	Montant des dons / subventions / mécénat au profit de la société civile	
Politique fiscale	Taux d'imposition global	
Sous-traitants et fournisseurs	Politiques de minima environnementaux et sociaux des fournisseurs	
	Taux de fournisseurs audités par an sur leur politique sociale et environnementale	
Cybersécurité	Investissement sur la cybersécurité	
	Nombre de tests menés et nombre de formations sur la cybersécurité par collaborateur	
<b>Gouvernance</b>	CA et comités	Nombre et pourcentage d'administrateurs indépendants
		Nombre et pourcentage de femmes au sein du Conseil d'administration
	Éthique des affaires	Nombre d'instances judiciaires en cours au 31/12/N-1 au titre de l'éthique des affaires
		Amendes payées liées à des controverses
	Politique de rémunération	Rémunération des dirigeants membres du comité de direction, en année N et N-1
		Données brutes de la performance de la société
		Rémunération médiane et moyenne des salariés, en année N et N-1
Taux d'atteinte des objectifs définis et taux d'attribution des rémunérations variables		
	Partage de la création de valeur entre salariés et actionnaires	